

--	--	--	--	--	--	--	--	--

**OPERATION DE RESTRUCTURATION DU PALAIS DE
JUSTICE DE L'ÎLE DE LA CITE – BATIMENT B5 ET D'UNE
PARTIE DU B6**

SERVICES D'ASSURANCE CONSTRUCTION

TOUS RISQUES CHANTIER – RCMO (LOT 1)

**CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE DECENNALE
(LOT 2)**

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)***

LOT 1 ET 2

SOMMAIRE

Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales	4
1.1. <i>Objet du marché.....</i>	4
1.2. <i>Forme du marché.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
1.3. <i>Tranches - décomposition et modalités d’affermissement</i>	4
1.4. <i>Prestations similaires.....</i>	5
1.5 <i>Durée du marché.....</i>	5
1.6 <i>Identification du chantier :</i>	5
Article 2 : Pièces constitutives du marché.....	8
Article 3 : Constataction de l’exécution des prestations	8
Article 4 : Prix du marché	8
4.1 <i>Contenu du prix.....</i>	8
4.2 <i>Variation des prix.....</i>	8
4.3 <i>Avance</i>	8
4.4 <i>clause de réexamen</i>	9
Article 5 : Modalités de règlement des comptes	9
5.1. <i>Demande de paiement</i>	9
5.1.1. <i>Contenu de la demande de paiement :</i>	9
5.1.2. <i>Remise de la demande de paiement</i>	9
5.2. <i>Mode de règlement</i>	10
5.3. <i>Répartition des paiements</i>	10
Article 6 : Pénalités.....	11
Article 7 : Lutte contre le travail dissimulé	11
Article 8 : Assurances.....	12
Article 9 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger	13
Article 10 : Résiliation du marché	13
Article 11 : Secret professionnel et obligation de discrétion	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
ARTICLE 12 : Dérrogations aux documents généraux	14

Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent des services d'assurance construction pour l'**Opération de restructuration du Palais de Justice de l'Ile de la Cité pour l'opération B5.**

La présente description de l'opération et de la garantie à souscrire se veut volontairement générale.

Allotissement :

Le présent marché se compose de 2 lots :

<i>Lots</i>	<i>Désignation</i>
Lot 1	Tous Risques Chantier – Responsabilité Civile du Maître d'ouvrage (RCMO)
Lot 2	Contrat Collectif de Responsabilité Décennale

Le présent CCAP concerne le lot 1 et le lot 2.

1.2. Tranches - décomposition et modalités d'affermissement

LOT 1

Le lot 1 est décomposé en deux tranches, une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Tranche ferme : travaux des lots 2 à 15 (hors tranches optionnelles de travaux)

Tranche optionnelle 1 : travaux de la tranche optionnelle du lot de travaux n° 4.

LOT 2

Le lot 2 est décomposé en deux tranches, une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Tranche ferme : travaux des lots 2 à 15 (hors tranches optionnelles de travaux)

Tranche optionnelle 1 : CCRD pour les travaux de la tranche optionnelle du lot 4 de travaux

Délais d'affermissement des tranches optionnelles :

Le maître d'ouvrage prend la décision d'affermissement de la tranche optionnelle dans un délai de 24 mois à compter de la notification du marché ou au plus tard au moment de la notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle 1 du lot de travaux n°4.

En cas de décision de non-affermissement de la tranche optionnelle, aucune indemnité de dédit ne sera versée.

En cas de retard dans l'affermissement de la tranche optionnelle, aucune indemnité d'attente ne sera versée.

1.3. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites dans le présent marché, dans les conditions prévues à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

1.5 Durée du marché

Le marché court à compter de sa date de notification, jusqu'à l'extinction des garanties définies dans le CCTP de chaque lot.

La durée du marché et de chacune des tranches est indiquée à l'article 6 de l'acte d'engagement.

1.6 Identification du chantier :

Restructuration du Palais de justice de l'Île de la cité – bâtiment B5 situé à Paris.

Présentation de l'opération :

Le Palais de justice de Paris rassemble un vaste ensemble de bâtiments construits entre le XIIe et le XXe siècle. Bâti sur une emprise de quatre hectares, il représente environ 100 000m² de surface de plancher. Classé au titre des Monuments historiques en totalité, il a connu d'importantes transformations et adaptations, principalement dans la seconde moitié du XIXe siècle. Il abrite aujourd'hui de nombreuses fonctions, relevant de trois ministères différents :

- Le ministère de la Justice, avec la cour d'Appel de Paris, la cour d'Assises, la Cour de cassation, ainsi que d'autres services et administrations du ministère,
- Le ministère de l'Intérieur, avec la Brigade de Recherche et d'Intervention (BRI), et des surfaces de bureaux,
- le ministère de la Culture, qui ouvre à la visite la Sainte-Chapelle et la Conciergerie via le Centre des Monuments Nationaux.

L'APIJ conduit une vaste opération de restauration, restructuration et mise aux normes, à l'échelle de l'ensemble du Palais. Celle-ci sera réalisée en plusieurs opérations successives, la première étant la présente opération.

Le contenu de l'opération est présenté dans l'annexe 1 au CCAP.

Intervenants :

APIJ – PJ IDC – B5 – Marché assurance travaux - CCAP Lots 1 TRC et RCMOD

Mars 2025

Maître d'ouvrage :

La présente opération est menée sous la maîtrise d'ouvrage de l'APIJ, établissement public de l'état assurant la maîtrise d'ouvrage des projets de la Justice. Le périmètre des travaux étant en partie affecté au ministère de la culture, l'APIJ a été mandaté par celui-ci pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

Dans le cadre de la tranche optionnelle, l'APIJ agit en tant que maître d'ouvrage délégué (convention de mandat CMN-APIJ)

Maîtrise d'œuvre :

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement suivant :

- Christophe BOTTINEAU, membre du cabinet 2BDM architecte en chef des monuments historiques territorialement compétent, est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre en charge du projet, intégrant :

- Les bureaux d'étude techniques CHOULET et MTBI Consulting
- KHEPHREN et EQUILIBRE STRUCTURES (BE structure)
- Le Bureau d'Etude (BE Dépollution)
- AP ARCHITECTURE (BE architecte)
- Cabinet PILTÉ (BE économiste)
- Les ECLAIREURS (BE éclairage)

Le contrôle technique est assuré par Bureau Véritas.

Le CSPS est assuré par DEKRA.

L'OPC est assurée pour le groupement AIA MANAGEMENT/AIA Ingénierie pour la gestion de l'opération B5

Le chantier se déroulera en site occupé (activité judiciaire ERP, activité muséal ERP, activité tertiaire code du travail). Par ailleurs, d'autres chantiers sont menés parallèlement sur d'autres parties du Palais, sous la même maîtrise d'ouvrage ou portés par d'autres maîtres d'ouvrages (Justice, Culture, Intérieur). Le chantier fera l'objet d'une vigilance renforcée sur le volet des nuisances, car la garantie de continuité de service pour l'ensemble des occupants du palais de justice constitue un impératif incontournable.

Le chantier sera soumis à des exigences de sûreté importantes, afin de garantir la sécurité du site

Caractéristiques de l'opération (voir annexe 1 au CCAP) :

Allotissement pour le chantier

Les travaux seront dévolus en marchés séparés,

La répartition des lots est :

- *Pour information : Lot 0 (opérations anticipées : base vie provisoire, dévoiement de câbles et canalisations) – hors assiette travaux*
- *Pour information : Lot 1 (déconstruction d'une salle d'audience provisoire) – hors assiette travaux*
- Lot 2 : Lot Installations de Chantier
- Lot 3 : Lot Echafaudages et Parapluie (consultation phase offre légèrement différée)
- Lot 4 : Lot TCE (macro-lot)
- Lot 5 : Lot Charpente- couverture (emprise rouge)
- Lot 6 : Lot Charpente- couverture (emprise bleue)
- Lot 7 : Maçonnerie-pierre de taille extérieure (emprise rouge)
- Lot 8 : Maçonnerie-pierre de taille extérieure-paysage (emprise bleue)
- Lot 9 : Maçonnerie-pierre de taille intérieure
- Lot 10 : Menuiseries MH extérieures – emprise rouge
- Lot 11 : Menuiseries MH extérieures – emprise bleue
- Lot 12 : Menuiserie MH intérieures (consultation phase offre légèrement différée)
- Lot 13 : Ferronnerie et serrurerie extérieure
- Lot 14 : Ferronnerie et serrurerie intérieure – lustrerie – bronzerie d'art
- Lot 15 : Décors et Gypserie

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Ces éléments sont renseignés au sein à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Article 3 : Constatation de l'exécution des prestations

Sans objet

Article 4 : Prix du marché

4.1 Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les frais de gestion, les frais de quittance, les commissions de courtage, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations livrées dans les conditions prévues aux cahiers des charges.

En cas de cotraitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prix sont réputés prendre en compte la clause « éventuel » indiquée dans l'acte d'engagement.

4.2 Variation des prix

Les variations de la prime sont indiquées dans le CCTP de chaque lot. À défaut, la prime est ferme pendant toute la durée du marché.

Les montants prévisionnels et définitifs des primes ne sont pas révisables, ni actualisables. Seuls sera révisé et actualisé le montant de l'assiette définitive, dans les conditions prévues à l'article 4.3 de l'acte d'engagement.

4.3 Avance

Sans objet.

4.4 Clause de réexamen (pour le lot 1)

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, et en complément des dispositions de l'article 3.1 du CCTP lot 1, il est prévu une clause de réexamen qui sera mise en œuvre dans le cadre où :

- Le calendrier d'exécution notifié aux entreprises de travaux prévoit un allongement du délai global des travaux, quelque soit la durée de la prolongation ;
- Un arrêt de chantier est nécessaire (impliquant une prolongation de la durée du chantier) ;

Les dispositions de l'article 3.1 du CCTP du lot 1 s'appliquent pour le calcul de la surprime.

La présente clause de réexamen justifiera la passation d'un avenant qui permettra d'acter le nouveau montant de la prime.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1. Demande de paiement

5.1.1. Contenu de la demande de paiement :

Conformément aux prescriptions de l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S., la demande de paiement est établie par le titulaire comme suit :

La demande de paiement est datée.

Elle mentionne :

- les références du marché
- le nom et adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement
- la date et le numéro du bon de commande
- le montant des prestations admises ;

Les demandes de paiement afférentes au règlement des prestations seront établies en un original.

5.1.2. Remise de la demande de paiement

La demande de paiement est transmise sous forme dématérialisées via le site Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr/>

La facture devra comprendre à minima les éléments suivants :

- Nom du prestataire
- Objet du marché

- N° de marché
- Numéro d'EJ (numéro d'engagement juridique présent sur la commande)
- Le SIRET de l'APIJ (180 092 256 00023)

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre de la présente lettre de commande en faisant porter leur montant au crédit du compte :

5.2. Mode de règlement

Le paiement sera effectué dans les délais prévus à l'article 5.1 ci-dessus.

La prime prévisionnelle prévue au marché sera réglée en un acompte unique, dès la notification du marché pour la tranche ferme, et dès notification de la décision d'affermissement, le cas échéant, pour la tranche optionnelle, et sur présentation, par le titulaire, d'une facture et d'une attestation d'assurance confirmant la bonne mise en place des garanties.

L'éventuel complément pour la prime définitive sera réglé en un acompte unique, dès la notification de l'avenant et sur présentation, par le titulaire, d'une facture.

5.3. Répartition des paiements

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG FCS, en cas de groupement, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Il est seul habilité à formuler ou transmettre les réclamations des membres du groupement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Le taux des intérêts moratoires applicable en cas de retard de paiement est égal au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires commencent à courir augmentés de huit (8) points.

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, en cas de retard de paiement des factures, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, est due au titulaire.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités. L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque facture concernée, elle est due par facture.

Article 6 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire se saurait être exonéré des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect des délais de fourniture d'attestation(s) d'assurance, le titulaire subira sans mise en demeure et sans invitation à présenter ses observations une pénalité de 50 € par jour ouvrable de retard par attestation.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que le non-respect d'un délai d'exécution, l'APIJ peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière par manquement de 20€.

Article 7 : Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maitre d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maitre d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit à la plateforme en ligne E Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Dans le cas où un agent de contrôle lui signale que le titulaire (ou ses sous-traitants) ne respecte pas leurs obligations, l'APIJ le mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser sa situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, l'APIJ peut :

- a) appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites suivantes :
 - le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
 - le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.
- b) résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 8 : Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés.

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

Article 9 : Assurances

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile, autre que décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Le titulaire fait son affaire des conditions de garantie de ses sous-traitants. Il demeure garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des insuffisances de ses sous-traitants.

Les éventuelles franchises figurant dans ses polices ne sont en aucun cas applicables au pouvoir adjudicateur.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit à la plateforme en ligne E Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Article 10 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 43 du C.C.A.G.-F.C. S s'appliquent. Après épuisement des voies de recours amiables, les litiges ou différends nés de l'exécution ou de l'interprétation du marché sont soumis au juge administratif.

Le Tribunal Administratif de Paris sera seul compétent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Article 11 : Résiliation du marché

Quelle que soit la cause de la résiliation du marché, aucune indemnité ne sera octroyée au titulaire.

Sous réserve des dispositions précédentes, les articles 38 à 45 du C.C.A.G.-F.C.S. sont applicables.

Le titulaire peut résilier le marché en vertu des dispositions prévues à cet effet au C.C.T.P. de chacun des lots, qui prévalent sur les dispositions générales du code des assurances.

Article 12 : Obligation de confidentialité

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a

eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du Maitre d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché sauf accord exprès du Maitre d'ouvrage ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché sauf accord exprès du Maitre d'ouvrage ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- Signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique);
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instructions contraires du Maitre d'ouvrage ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 6 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

Article 13 : Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 46 du CCAG-FCS.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 14 : Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.